



TOUTE L'EUROPE EN UN CLIC

23/06/11 La mixité énergétique en Europe



Toute l'Europe, le Mouvement Européen - France et la Commission Europe du MEDEF organisaient ce jeudi 16 avril un débat sur "la mixité énergétique en Europe" dans le cadre du cycle "Réalités européennes". Réunis autour de ce thème sous la modération d'Ana Lutzky (Journaliste à l'Usine Nouvelle), Corinne Lepage (Eurodéputée ADLE, ancienne Ministre de l'Environnement), Sami Andoura (Chercheur senior, Notre Europe), Bruno Bensasson (Directeur économie, prix et marchés, Direction de la stratégie et du développement durable de GDF Suez) ainsi que Benjamin Fremaux (Directeur de la Stratégie d'Areva) partagent un premier constat : la définition d'une mixité énergétique est nécessaire.

Ce débat se déroule dans un contexte difficile sur l'avenir de l'énergie en Europe, suite à la décision unilatérale de l'Allemagne d'abandonner progressivement le nucléaire jusqu'à l'arrêt du dernier réacteur prévu en 2022, et les hausses du prix des énergies.

Un cadre européen semble indispensable

Si des désaccords ont pu être perçus concernant les sources d'énergies à valoriser, la nécessité d'une plus forte coordination des grands choix énergétiques en Europe semble intéressante à leurs yeux. C'est notamment la position que défend Corinne Lepage. Celle-ci rappelle que "l'énergie devrait être un sujet de nature communautaire", et déplore qu'une part du sujet échappe à cette dimension, à savoir le nucléaire.

Cela est dû au maintien du traité Euratom de 1957 qui prévoit toujours l'unanimité dans le processus décisionnel. Pour l'eurodéputée, cette procédure ralentit donc les avancées possibles au niveau européen, à l'exemple des stress tests prévus en Europe suite à l'accident nucléaire de Fukushima : "les stress tests ont été revus à la baisse suite à l'unanimité requise. Leurs champs d'application ont été restreints, ils ne sont plus obligatoires et la commission n'est plus indépendante".

Ce sujet reste très sensible entre les Etats membres : un consensus sur une possible évolution de la règle de l'unanimité concernant le nucléaire n'est, pour l'instant, pas à l'ordre du jour, même si la question d'une révision du traité Euratom lors de l'adoption du traité de Lisbonne s'était effectivement posée. Le rappel de la Grande-Bretagne sur ses droits avec Euratom afin

de limiter les stress tests témoigne de cette tendance forte.

Par conséquent, Corinne Lepage regrette que les politiques plurinationales en Europe engendrent un réel manque de cohérence et d'harmonisation, qui pourrait se ressentir au niveau de la mixité énergétique choisie par chaque Etat. Un exemple : l'Allemagne qui décide de sortir du nucléaire unilatéralement alors que la centrale nucléaire française de Fessenheim ne se situe qu'à 1,5km de ses frontières.

Cette réflexion est largement partagée par Sami Andoura, qui atteste "qu'il existe une interdépendance technique et que les choix peuvent donc s'entrechoquer" sans la mise en place "au minimum d'une coordination des grands choix énergétiques nationaux". Les choix pris de manière unilatérale pourraient avoir des impacts économiques et sociaux. Le cadre européen datant de 50 ans sur ce sujet devrait évoluer, car selon lui, le vrai risque est l'immobilisme. Ainsi, dans ce contexte, "il faut craindre le retour des frontières énergétiques" et à l'inverse soutenir l'UE qui "s'est engagée à promouvoir un débat sur le mix énergétique à l'horizon 2050".

A défaut d'une approche européenne, pourquoi ne pas développer au moins une approche régionale comme avec la zone Nord Pool, le marché nordique de l'électricité ? Sami Andoura précise qu'ici "les choix sont pris de manière complémentaire, coordonnée" entre la Suède, le Danemark, la Finlande et la Norvège. Et ajoute que pour influer cette dynamique, la France et l'Allemagne devraient jouer un rôle moteur comme ils l'avaient fait pour le paquet énergie-climat. Par exemple, sur la réparation des dommages l'énergie est transfrontalière : il faudrait donc une coordination voire une harmonisation des systèmes européens.

En revanche, si Bruno Bensasson et Benjamin Fremaux ne sont pas opposés à une plus grande coordination européenne, ils ont davantage insisté sur les difficultés qu'elle implique. Bruno Bensasson rappelle que GDF Suez est partisan d'un marché unique européen, notamment pour des raisons géographiques, mais ne recommande pas une uniformité des politiques énergétiques. Selon le directeur économie du groupe, "il faut une plus grande coordination dans les objectifs fixés, car des solidarités de fait s'imposent".

Mais il explique qu'une harmonisation complète accentuerait trois tensions déjà visibles : entre la construction d'un marché unique européen et la fragmentation de ce marché par les initiatives nationales d'une part. Entre l'envie de concurrence et de planification d'autre part (notamment la confrontation entre régulation indispensable sur les monopoles ou les objectifs de réduction CO₂, et la volonté de laisser les autres domaines à l'initiative de l'innovation et de la concurrence). Enfin entre les 3 objectifs primordiaux de compétitivité, de sécurité d'approvisionnement et de lutte contre le changement climatique, où il s'agit d'éviter les politiques contradictoires, tout en promouvant l'hétérogénéité des objectifs en fonction des régions afin de laisser place aux initiatives locales.

Cette notion de diversité d'usages et de pluralité d'objectifs est également reprise par Benjamin Fremaux. Si Areva est le leader du nucléaire, le développement de solutions pour les défis futurs grâce à la valorisation de toutes les énergies disponibles (éolien, photovoltaïque, offshore, thermique, solaire, biomasse...) est intéressant. Mais "la grosse difficulté est l'acceptabilité locale". Il considère que les contraintes pour ce type d'énergies sont très fortes si bien que le débat devrait donc être tout autant européen que local.

Corinne Lepage explique à ce sujet que "la décentralisation du mix énergétique à une

dimension locale est tout à fait possible concernant l'efficacité énergétique quotidienne". Les territoires se remettent à former des communautés de commune qui cherchent à être autonomes en termes d'énergie, mais "c'est ici un modèle territorial et non industriel" prévient-elle.

Sami Andoura abonde dans le sens où il faudrait permettre la complémentarité au niveau local, tous les choix ne pouvant venir du niveau européen. Un exemple : l'initiative des Smart Cities, où les bonnes pratiques adoptées dans les villes européennes sont récompensées. Il rappelle cependant que concernant la mixité énergétique et la vision à long terme, la viabilité de notre système énergétique ne saurait être assurée à un simple niveau local. C'est ici que l'Union européenne devrait jouer un rôle majeur de coordination dans les années à venir.

Une mixité énergétique souhaitable mais source de conflits

Si la définition d'un cadre européen était assez consensuelle entre les intervenants, les échanges sur les solutions concrètes pour assurer une mixité énergétique en Europe ont montré tout le chemin qu'il reste encore à parcourir pour obtenir une large adhésion quant aux choix à opérer. Tout le monde est d'accord pour dire qu'une mixité énergétique est plus que nécessaire face au triple défi de la sécurité de l'approvisionnement, du changement climatique et de la compétitivité.

Mais la définition d'une politique énergétique avec des objectifs ambitieux et des conditions d'application uniformes risque d'être très difficile à mettre en place. Pour Corinne Lepage, les stress tests auraient permis de voir la réelle part énergétique du nucléaire dont nous avons besoin. Cela aurait permis de proposer pour l'horizon 2020 des nouveaux objectifs précis de réduction de la part du nucléaire dans l'énergie produite en Europe.

Cependant, selon Benjamin Fremaux, ces objectifs de réduction ne devraient pas être la préoccupation principale dans la définition de la politique énergétique. En effet, selon le directeur de la stratégie d'Areva, l'indépendance, la sûreté ou la compétitivité ne peuvent être mises au second plan. Car "la demande en électricité va continuer à croître, de +35% d'ici à 2020". La question du prix de l'énergie ne peut donc être éludée tant du côté des consommateurs que des industriels, alors que "par rapport aux pays émergents, l'énergie bon marché en France reste un facteur de compétitivité intéressant".

Il souligne par ailleurs que "si 29% du parc européen nucléaire comme thermique doit fermer en Europe, et si l'on souhaite les remplacer par les éoliennes, il faudrait alors en créer 275.000 et disposer d'un espace grand comme la Slovaquie". Des choix sont donc à opérer et le débat va aussi inclure les conséquences économiques et sociales. Benjamin Fremaux explique qu'il va y avoir un grand débat industriel car le nucléaire représente aujourd'hui 125 000 emplois. Il s'agit donc d'"une force de recherche pour le pays qu'on ne peut pas négliger. Un million d'euros investis dans le nucléaire, c'est trois fois plus d'emplois que dans les autres sources d'énergie. Pour l'éolien par exemple, ce sont avant tout des emplois locaux, des emplois d'installation".

A contrario, Corinne Lepage tient à rappeler que concernant les emplois créés ou les coûts effectifs de production, il faut surtout surveiller les tendances des différentes énergies afin de pouvoir les comparer. "Des efforts importants sont introduits au niveau européen, et tandis que le coût d'utilisation du nucléaire n'arrête pas de monter, celui de l'éolien et du solaire n'arrête pas de baisser". Un exemple : pour l'exploitation d'un réacteur nucléaire EPR, les

coûts seraient passés assez rapidement de 3 à 6 milliards d'euros. Les innovations technologiques vont très vite dans ce domaine et "General Electric a par exemple pu créer plus de 360 000 emplois sur les énergies renouvelables en 10 ans en Allemagne". L'eurodéputée s'inquiète profondément des choix industriels pris en France et craint que si nous n'investissons pas aujourd'hui massivement dans le secteur des énergies renouvelables, nous risquerions "de tourner le dos au grand marché qui se met en place dans ce secteur et d'être les dindons de la farce".

Sami Andoura atteste qu'au niveau européen le développement durable semble être l'objectif premier. Il explique que le prix de l'énergie va réellement augmenter et que les dirigeants nationaux ont le devoir d'expliquer cette augmentation. Ces prix prennent en compte les contraintes environnementales. Ainsi selon le chercheur, le secteur de l'énergie peut vraiment être influent dans les objectifs qui vont être assignés par la Commission Européenne dans sa feuille de route pour le développement durable à l'horizon 2050.

Corinne Lepage revient sur le coût du nucléaire : "nous ne nous sommes pas posés la question du risque du prix pour les autres secteurs en France". La question du risque nucléaire est une évidence (un risque de catastrophe tous les 22 ans selon les statistiques) et "dans un pays où nous vivons du tourisme, de l'agriculture ou de la gastronomie, la vision du problème change totalement". Selon elle, les coûts colossaux de démantèlement ne sont pas non plus inclus, ce qui fausse grandement la donne lorsque les investissements pour une mixité énergétique sont déterminés.

Pour Benjamin Fremaux les chiffres de l'AIE montrent que le prix du nucléaire serait de 50 euros le mégawattheure (MWh) tandis qu'on est presque à 120 pour l'éolien et 250 pour le solaire. "Et en répartissant les coûts du démantèlement sur le nombre de MWh produit pendant la durée de vie de la centrale, cela représente finalement que très peu", explique-t-il. A cette affirmation, le représentant de GDF Suez répond que les coûts sont très difficiles à déterminer. L'eurodéputée affirme que rien ne peut de toute façon réparer un incident nucléaire.

Au-delà de cette bataille des chiffres, le représentant d'Areva partage en partie l'idée de besoin d'investissements massifs dans le secteur des énergies renouvelables en affirmant que ces problématiques sont bien entendu communes. Ainsi, si les énergies renouvelables sont certes pour l'instant minimes chez Areva, le carnet de commandes croît rapidement. Cependant, Benjamin Fremaux souhaiterait que dans une société qui se développe et qui consomme de l'énergie, le nucléaire et les énergies renouvelables ne soient pas concurrents car la complémentarité entre les deux est indispensable.

Dans cette lignée, Bruno Bensasson considère qu'étant donnés la demande en électricité et le besoin d'évolution de la production, il faudrait une mixité de solutions où les économies d'énergie seront à prendre en compte mais où des sources d'énergie comme le gaz, à la place du nucléaire ou du charbon, devraient quand même être utilisées afin de répondre à la demande croissante. Il demande également que les débats soient moins idéologiques car ce sont des investissements intergénérationnels. Ce qui complique déjà grandement la définition d'une politique énergétique ainsi que la mise en place rapide d'une mixité énergétique efficace en Europe.